

Suspension d'activité liée au confinement : la question du remboursement de la cotisation

Eu égard à la situation sanitaire actuelle liée à l'épidémie de Covid-19, les clubs sont contraints de respecter les mesures de confinement mises en place par le Gouvernement français et cesser ainsi toute activité jusqu'à nouvel ordre.

Dans ce contexte, se pose la question du remboursement de la cotisation aux adhérents pour la durée de suspension de l'activité des clubs.

Tout d'abord, il convient de rappeler que la cotisation représente la participation des adhérents au fonctionnement de l'association. En conséquence, un adhérent qui cotise n'achète pas un droit de pratiquer la gymnastique mais contribue à un projet associatif global, qui lui permet notamment de participer aux assemblées générales ou encore d'être électeur et éligible aux instances dirigeantes de l'association. Dès lors, le paiement d'une cotisation ne constitue pas une avance sur des prestations déterminées qui seraient dues par le club.

Ainsi, les principes sont les suivants :

- 1 – Aucun texte n'oblige les associations sportives à rembourser tout ou partie de la cotisation à leurs adhérents dans le cas présent.
- 2 – Le remboursement de la cotisation concerne l'organisation interne des clubs et est donc de nature privée.
- 3 – Les procédures de remboursement peuvent figurer dans les statuts ou le règlement intérieur des associations. Dans ce cas, les demandes de remboursement doivent être traitées en application de ces textes.
- 4 – Dans le silence des textes, et pour prendre en compte la situation actuelle particulière, le Comité Directeur de l'association peut définir les modalités de remboursement de la cotisation. Celles-ci devront être communiquées de manière claire et précise à l'ensemble des adhérents afin de respecter le principe d'égalité.

5 – A défaut de proposer le remboursement de la cotisation, les associations peuvent décider par exemple :

a) de maintenir le lien avec leurs adhérents en proposant des entraînements ou activités à distance pendant la période de confinement (par visioconférence, courriel...);

b) de prolonger leurs activités pendant les périodes de vacances solaires pour compenser la période d'inactivité ;

c) de proposer une ristourne, dont le montant est à définir, sur la cotisation de la saison en cours.